

Actualités sur...

... l'intégration et la ville

Bulletin d'information diffusé par l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville
ORIV Alsace

VIE DE L'ASSOCIATION

RETOUR SUR

SOIREE DE CLOTURE DU CYCLE ISLAM – 3 décembre 2004

Intitulé « **Elus et musulmans : regards croisés sur des pratiques -zoom sur la formation des imams-** », ce dernier rendez-vous s'est déroulé à Strasbourg, en présence d'une cinquantaine de personnes (habitues et nouveaux venus) : représentants associatifs, personnes intéressées, élus ou techniciens (moins nombreux qu'habituellement), de l'ensemble de la Région. La présence amicale de représentants de certaines des mosquées visitées dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin nous a tout particulièrement touché, notamment lors du très rapide bilan qualitatif et quantitatif de la démarche : leurs témoignages ont enrichi cet échange. L'exposé, sans langue de bois, de Franck FREGOSI (initiateur, avec Stéphane DE TAPIA, en mars 2002, de ce cycle) a permis d'identifier les éléments à prendre en compte pour proposer en France des formations aux imams et la nécessité de l'adaptation de celles-ci en fonction des cas : imams désireux d'entrer en activités, imams déjà en activités (possédant ou non une formation initiale)... Pour introduire ce temps, quatre imams (Messieurs Faye, Hamurcu, Latahy et Sbath) avaient témoigné de leur parcours de vie et donné leur avis, insistant sur le besoin de formations de cadres religieux musulmans. Le président du Conseil Régional du Culte Musulman, Abdelhaq NABAOU, souhaitant par ailleurs, que grâce à ces formations, les imams acquièrent plus de reconnaissance dans l'espace public (au même titre qu'un autre représentant religieux).

Les actes paraîtront courant du premier trimestre 2005 !

ACTUALITES

« COMPRENDRE LES OBSTACLES A LA PARTICIPATION CITOYENNE – CONTRIBUTION A UNE AUTRE RECONNAISSANCE DU CITOYEN »

L'ORIV travaille depuis plusieurs années sur la thématique de la citoyenneté et de la participation des habitants. Après avoir étudié ce sujet avec des techniciens et des associations, il semblait nécessaire de l'aborder du point de vue des habitants. Grâce à une enquête de terrain, menée sur le quartier de la Fonderie à Mulhouse, il s'agissait, notamment, de comprendre les origines de la moindre participation à la vie collective. L'analyse des entretiens a permis de distinguer plusieurs obstacles à la participation citoyenne. Certains sont dus aux dysfonctionnements des structures de participation, d'autres relèvent des intérêts de l'individu et du rapport qu'il entretient avec son environnement. Le 3ème type d'obstacle est le manque de reconnaissance sociale vécu par les habitants. Ainsi, leur attente vis-à-vis de la démocratie en France semble résider dans la reconnaissance par tous et par les pouvoirs publics en particulier, de la capacité de chacun à apporter leur savoir-être et leur savoir-faire à la société et à la possibilité d'influer sur son avenir. Cette aspiration démocratique et ces obstacles doivent être pris en compte, pour redonner ses lettres de noblesse à la participation... D'autant plus qu'elle permet la rencontre des habitants, et par la même, constitue une « arme » contre les préjugés envers l'autre, c'est-à-dire envers « celui qui ne me ressemble pas », le jeune, l'étranger, l'immigré...

Etude disponible sous forme de Cahier de l'ORIV courant février 2005.

Le Conseil d'administration et l'équipe de l'ORIV vous adressent leurs meilleurs voeux pour 2005.

RENCONTRE MENSUELLE AVEC ELISE PAPE

Le jeudi 20 janvier de 18h15 à 20h30 à l'ESTES (3 rue Sédillot – Strasbourg)
Présentation par **Elise Pape** de son mémoire réalisé dans le cadre de ses études en Allemagne (Dipl. sozialarbeiterin/-pädagogin), intitulé « **Le voile des femmes de la deuxième génération d'immigrés : une étude comparative entre la France et l'Allemagne** ».

AGENDA

« Cette guerre aux feux mal éteints » Un film de Jean-Marie FAWER (2004)

Ciné-thème : La Guerre d'Algérie 1954–1962
Mardi 18 janvier 2005, à 20h30 à l'Odysée.

Jean-Marie FAWER est un réalisateur qui a déjà à son actif quelques films sur le **thème de l'immigration** (« C'est nous les Africains »...)

En 2003, il avait produit un premier film sur la guerre d'Algérie (« L'héritage sans le testament ») qui retraçait les événements de cette guerre. Il a poursuivi son travail, et a produit ce second film.

Ces films, conçus comme des témoignages, **donnent la parole aux principaux acteurs de ce drame** : qu'ils s'agissent d'Algériens demeurés en Algérie, de Français, de Français musulmans (harkis)... et de leurs enfants. C'est un plaidoyer douloureux pour écrire, enfin, l'histoire de cette période, de part et d'autre de la Méditerranée. Ce travail de mémoire est considéré, dans les témoignages des uns et des autres comme le **seul moyen « d'exorciser »** cette question, pour arriver à « bâtir une nation » et pour permettre aux différents acteurs et à leurs descendants de vivre pleinement et d'apaiser les séquelles...

Projection du film en présence de **Jean-Marie FAWER**, suivie d'un débat animé par **Renaud DORANDEU** (Directeur d'études à l'ENA).

Projection organisée en partenariat avec la JEEP, l'ESTES, l'Odysée et l'ORIV.

Inscription auprès de la JEEP

(03.88.79.39.42), prix de la séance : 3.50 €.

Ce film, également sorti en vidéo chez ANA FILMS (durée 52 mn), est disponible à l'ORIV.

ZOOM DU MOIS

LES RESSOURCES DE L'ORIV

ZOOM DU MOIS

RAPPORT INSTITUTIONNEL LES DEBOUTES DU DROIT D'ASILE – RAPPORT PUBLIC 2004

Suite à une demande émanant de plusieurs ministères (Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique et des Libertés locales et le Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, du Secrétariat d'Etat à la Lutte contre la précarité et l'exclusion), l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) et l'IGA (Inspection Générale de l'Administration) ont mené une mission sur les « familles déboutées du droit d'asile, hébergées dans des structures financées par l'Etat ». Leur rapport intitulé « **Analyse et proposition relatives à la prise en charge des familles déboutées du droit d'asile** » a été remis en janvier 2004... mais évoqué dans les médias qu'au début du second semestre 2004.

Le rapport rend compte de la **situation actuelle de ces familles** et plus globalement interroge **la question de l'asile dans son ensemble, en France**. Les faits sont particulièrement alarmants. Il y est fait état de l'augmentation croissante des flux d'entrées de demandeurs d'asile, sachant que le nombre de familles parmi ces derniers est en augmentation. Elles sont confrontées à un système de prise en charge saturé (notamment en terme d'hébergement) qui rend difficile leur hébergement et rend impossible tout accompagnement. Une partie seulement de ces familles obtient leur statut de réfugiés, pour les autres le retour pose souvent problème (juridique, psychologique...). De ce fait quelques 62.000 personnes déboutées (issues de familles) seraient de fait sur le territoire français depuis 1998 (date à partir de laquelle l'analyse a été réalisée). Sur la base de ce constat, les auteurs du rapport préconisent d'améliorer le système d'accueil des demandeurs d'asile, notamment en terme d'hébergement mais aussi de prise en charge (réforme de l'allocation d'insertion, prise en compte de la famille dans son ensemble, accès au droit au travail sous condition...). Ils demandent également que soient réexaminées les situations (régularisation à titre humanitaire, relance des retours volontaires).

Pour aller plus loin : Rapport disponible à l'ORIV, janvier 2004, 138 pages

A travers la présentation de quelques unes des dernières nouveautés reçues à l'ORIV, nous souhaitons vous donner un aperçu de la diversité des documents et de leur thématiques, disponibles en consultation et/ou empruntables au centre de documentation. Elles constituent autant de ressources disponibles à l'ORIV.

OUVRAGES

« DE L'UTOPIE A LA COMPASSION. SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE »

Gérard CHEVALIER, Paris, Edition Publibook, 2004, 214 p.

L'ouvrage repose sur une volonté d'**analyse de la politique de la ville** mais avec le souhait d'y **porter un regard singulier**. L'auteur considère, en effet, que si la politique de la ville est depuis de nombreuses années au centre des discours, en fait son origine et ses finalités restent souvent méconnues. La multiplicité des textes et des rapports ont, selon l'auteur, **rendu difficile toute critique de cette politique**, dans la mesure où les auteurs ont eu finalement **recours au même langage** (et donc aux mêmes modes de raisonnement).

L'auteur, pour éviter cet écueil, n'a pas tenté un travail d'évaluation mais a souhaité « rompre avec le mouvement d'ensemble de cette politique publique » en travaillant à partir d'un « **recensement des mesures annoncées et des lois votées entre 1990 et 2001** ». Il fait démarrer sa réflexion à l'histoire de la planification urbaine. Il considère que ce « recul temporel déplace l'attention vers les facteurs politiques et culturels qui ont contribué à la réussite idéologique de cette action publique et à son déclin ». Ainsi, et au terme de son travail, la spécificité des politiques des quartiers et de la ville n'est pas à rechercher dans leur mode d'action, ni dans les acteurs qui la portent comme on le mentionne souvent. Il considère que « le seul trait véritablement propre à cette action publique concerne le rapport à son objet. ». En fait, « le quartier, la ville ou les banlieues n'ont représenté qu'un recodage spatial des problèmes d'ordre public et de leur signes ».

« ON NE NAIT PAS NOIR, ON LE DEVIENT »

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX, Paris, Albin Michel, 2004, 204 p.

Ce philosophe, dramaturge, scénariste, signe ici un bel essai, intéressant, plaisant et étonnant.

Il apporte, en effet, un nouveau regard, principalement sur la construction culturelle et identitaire des enfants d'immigrés d'Afrique Noire. Il explore cette ambivalence dans laquelle se trouvent ces enfants, entre le pays et la culture de leurs parents qu'ils ne connaissent pas tant que ça, et la France, pays dont ils parlent la langue, partagent la culture, et où ils sont éduqués, mais où la société leur renvoie toujours une supposée différence.

Il pose des questions qui n'avaient pas été formulées de cette manière jusqu'à présent : sur l'attitude des « blancs » envers les « noirs », sur l'utilisation de certains termes de vocabulaire, sur les codes sociaux perçus de manière différente selon qu'il s'agisse du père immigré ou de son fils... Par exemple, le retour au « bled », au « pays », n'est pas regardé par la même lunette entre le père et l'enfant : nostalgie pour l'un, corvée, punition ou voyage humanitaire, pour l'autre. Il aborde d'autres thèmes, tous aussi intéressants, comme le rapport de ces enfants « français d'origine... » avec la « francité », la loi, la religion, la notion de « race »... Il analyse, dans un autre chapitre, la situation des filles d'immigrées : il apporte notamment, des éléments de compréhension sur le mariage « forcé », sur le rapport de ces pères « croyants-bien-faire » avec leurs filles de France...

Il enrichit cette thématique grâce à son expérience personnelle et professionnelle. Très impliqué dans la vie artistique au Mali, il s'est marié dans ce pays et son fils a la double nationalité. Il a également mené de nombreuses et intéressantes actions éducatives auprès d'enfants issus de l'immigration dans la banlieue parisienne.

◆ « L'ISLAM DANS LES PRISONS » de Farhad KHOSROKHAVAR, EDITIONS BALLAND, 2004, 284p

F. Khosrokhavar s'appuie sur ses travaux de l'islam des prisons en France et en Angleterre menés pour l'université de Warwick. « Par le nombre et la proportion de ses adeptes, l'islam est aujourd'hui probablement la première religion carcérale de France ». La population est en majorité masculine de quartiers d'habitat populaire d'origines immigrées, entre 18 et 29 ans, disposant d'un bas niveau d'éducation scolaire appartenant à des familles «aux liens distendus » et dont le nombre dépasse largement leur proportion dans la population française. Le nombre de détenus souhaitant pratiquer l'islam augmente mais les prisons présentent de fortes déficiences pour répondre aux demandes : absence d'imams agréés, de viande halal,... Toutefois, tous les détenus musulmans ne sont pas des pratiquants assidus dans les observances des rituels. Une diversité de pratiques et de raisons de pratiquer est observée. ... « La religion est comme le culturel ou le sportif : dans un premier temps, elle permet au détenu de sortir de sa cellule. »

Cet ouvrage est construit en trois parties : « Les subjectivités islamiques en prison », « les différentes catégories de musulmans » s'appuient sur des portraits de détenus : hommes et femmes, d'origine maghrébines ou africaines pour analyser leurs pratiques et sentiment d'appartenance.

La troisième partie « comprendre et punir » présente les problèmes institutionnels posés par l'islam en prison. Le prosélytisme est encore, plus en prison qu'à l'extérieur, un « ingrédient... qui rend possible une sociabilité au sein de laquelle on se sent utile et grâce à laquelle l'individu qui prêche la bonne parole, acquiert une importance et une dignité qui manquent cruellement en détention ». L'auteur distingue trois types de prosélytisme : le discret : inorganisé, bricolé et individualisé. C'est le plus courant, il s'agit d'un individu qui discute de sa foi et propose à un autre de le guider. Ceci passe essentiellement par l'échange de livres sur la religion, venant de l'extérieur et toléré dans les prisons tant qu'ils ne deviennent pas sources de conflits. Puis, on trouve le prosélytisme apolitique et puritain caractérisant le *tabligh*¹. Les autorités carcérales acceptent en général cette propagande car elle permet « de métamorphoser » des détenus agressifs et surexcités en calmes et détachés. Enfin les islamistes radicaux sont présents en nombre variable selon les années. En rupture avec la société, ils sont connus à la fois des autorités carcérales qui les déplacent pour déstabiliser le réseau et des autres musulmans qui dans « la grande majorité les évitent tout en les respectant... ».

L'auteur signale avoir observé que les islamistes viennent en aide aux surveillants pour atténuer les tensions ou clore des conflits, en contrepartie de signes de tolérance (accord pour des prières collectives).

La lutte contre l'islamisme radical est notamment rendue difficile de part le très faible nombre imams. En janvier 2003 : 69 ministres du culte musulman pour la France étaient comptabilisés contre 780 chrétiens. Cette pénurie décourage les détenus, soucieux d'obtenir des conseils religieux et qui se tournent alors vers « les barbus ». Pour ceux qui ont conscience d'une différence de traitement entre les religions, exacerbent encore plus leur révolte contre la société qu'ils estiment raciste et méprisante envers l'islam. Pour d'autres, la rencontre avec l'aumônier n'est pas primordiale. « L'éventail varié des comportements vis-à-vis de l'imam renvoie à la diversité des attitudes observées à l'égard de la religion... ; les motifs utilitaires (contacts avec la famille, ouvrages religieux) sont les plus prégnants. »

« ... en milieu carcéral, le problème majeur aujourd'hui tient à l'arrivée massive des jeunes de banlieues et au sentiment d'impuissance et de dénuement qui saisit les surveillants face à leur conduite. L'islam prosélyte, et avec lui les formes nouvelles de violence et d'incivilité qui l'accompagnent parfois, figure en seconde place parmi leurs inquiétudes et tendent à être perçus comme un effet (...) de cet afflux de détenus d'un type nouveau. » (...) « Parmi les jeunes, l'islam est devenu une nouvelle manière d'être qui se répand, s'imité, une sorte de langage qui marque l'appartenance à la fois économique, sociale et culturelle au monde des banlieues ».

¹ Ce courant s'appuie sur les origines islamiques des personnes et s'adresse aux plus démunis

◆ RAPPORT INSTITUTIONNEL

◆ LA REPUBLIQUE A CIEL OUVERT

Rapport rédigé par Azouz BEGAG, novembre 2004

Fin juin 2004, Azouz BEGAG, écrivain et chercheur au CNRS, a été missionné par le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et des Libertés Locales pour apporter son expertise, son expérience sur la question de la « promotion de l'égalité des chances ».

L'essentiel des suggestions de ce rapport remis en novembre 2004 vise à **améliorer la représentativité des « jeunes issus de l'immigration visible »¹ au sein des métiers de la police, de la gendarmerie et des pompiers.**

S'il réfute la notion de discrimination positive, il considère néanmoins qu'il est important d'agir notamment par :

- le lancement de campagnes de recrutement ciblé
- la mise en place d'un « directeur de l'égalité des chances » au sein du Ministère pour recueillir les statistiques sur cette question dans le domaine des stages, des recrutements et des promotions (statistiques livrées par les agents eux mêmes sur la base du volontariat)
- la création de Brigades Anti Discriminations (« BAD »), elles seraient chargées de répondre, dans des délais très rapides à un constat de discrimination avérée

De manière transversale, il relève l'inadaptation du terme « intégration » en direction des enfants issus de l'immigration, nés en France. Il propose de parler plutôt de « promotion de l'égalité des chances ». Il s'agit globalement de changer le rapport complexe et souvent négatif (fait de représentations réciproques) entre la police (et plus largement les forces de l'ordre) et les jeunes.

Il s'oppose enfin à la notion de quotas et prône une nécessaire « démoversité ». Il s'agirait « **mettre en place un différentiel de réglage du principe d'égalité des chances** »...

Le Ministre (intervention lors de la remise du rapport le 17/12/2004), sur cette base, se propose d'agir dans le domaine de la **promotion de l'égalité des chances** sachant qu'il considère qu'elle repose sur une mobilisation collective. Permettre cette égalité nécessite certes de « compenser les handicaps », mais s'appuie ensuite sur une **démarche individuelle basée sur le mérite**. Dans cette perspective, il se propose, notamment, de renforcer la lutte contre les discriminations, de **faciliter l'accès aux métiers de la sécurité**.

¹ Notion empruntée à l'auteur (référence : *Ecart d'Identité*, 1990, Collection du Seuil) visant à distinguer les jeunes issus de l'immigration maghrébine et africaine (en particulier) des autres français issus de l'immigration qui ne vivent pas les mêmes réalités.

ZOOM DU MOIS, SUITE...

RAPPORT MINISTERIEL

OBSERVATOIRE NATIONAL DES ZONES URBAINES SENSIBLES, RAPPORT 2004, DIV

La loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1^{er} août 2003 a créé un observatoire national des Zones Urbaines Sensibles. Il doit permettre, notamment, par la production d'un rapport annuel, de voir l'**évolution des inégalités entre les territoires**. Ce document, d'environ 250 pages, rend compte d'un **grand nombre d'indicateurs** dans des domaines aussi divers que la démographie, le logement, l'activité économique, les équipements, la vie sociale, la scolarité, la santé, la sécurité... Il nous renseigne sur la **situation des territoires en zones urbaines sensibles**. Le rapport 2004, qui est le premier depuis l'adoption de la loi, constitue en fait un **état des lieux des indicateurs retenus** et doit servir de **référence aux prochains travaux** et à ceux menés sur le plan local.

En effet, la fonction d'observation, telle que conçue dans le cadre de la loi, est directement liée au **suivi des politiques publiques et à l'analyse des moyens mis en œuvre**. Cet enjeu devra également avoir une **déclinaison locale** notamment par la production de rapport local d'observation.

Les territoires concernés sont les **751 zones urbaines sensibles**, dont en Alsace :

| | | |
|-----------|---|--|
| Bas-Rhin | Bischheim/Hoenheim/Schiltigheim/ Strasbourg | Grand Ried : At Home, Ried, Cité d'Ill |
| | Bischheim/Schiltigheim | Quartier des Ecrivains (Cité Erstein) |
| | Lingolsheim | Tiergaertel (Les Hirondelles) |
| | Strasbourg | Cronembourg (Cité Nucléaire) |
| | | Elsau, Montagne Verte |
| | | Hautepierre |
| | | Koenigshoffen (Secteur Ouest) |
| | | Meinau (Canardière Est) |
| | | Neuhof (Cités) |
| Haut-Rhin | | Port du Rhin |
| | Colmar | Europe |
| | Illzach | Chêne Hêtre |
| | Mulhouse | Briand Franklin |
| | | Brossolette (Bourtzwiller) |
| | | Drouot |
| | | Les Coteaux |
| | | Porte du Miroir |
| | | Wolf, Wagner, Vauban, Neppert |
| | Wittelsheim et Wittenheim | La Thur et Markstein (Bassin Potassique) |

Pour aller plus loin : le document est téléchargeable sur le site de la DIV (Délégation Interministérielle à la Ville) www.ville.gouv.fr et est disponible à l'ORIV.

PERSPECTIVES : L'ORIV envisage, dans le cadre de son **programme de travail 2005**, de lancer une **réflexion sur la notion d'observation des territoires** (en ZUS et hors ZUS). Pour les personnes intéressées, merci de se faire connaître auprès de l'ORIV.

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville
1 rue de la course • 67000 Strasbourg
tél: 03 88 14 35 89 • fax: 03 88 21 98 31
mel: oriv.alsace@wanadoo.fr • site: www.oriv-alsace.org

NOUVEAUTES

OUVRAGES

- BELMESSOUS Hacène, **Voyage en sous France**, Paris, L'Atelier, 2004, 154 p.
- BERNOUX Jean-François, **L'évaluation participative au service du développement social**, Paris, Dunod, 2004, 176 p. (Action Sociale)
- BOUZAR Dounia, « **Monsieur islam** » n'existe pas : **Pour une désislamisation des débats**, Paris, Hachette, 2004, 221 p. (Littératures)
- CHEVALIER Gérard, **De l'utopie à la compassion : Sociologie critique de la politique de la ville**, Paris, Publibook, 2004, 214 p. (Droit et Sciences politiques)
- Collectif, **La construction des discriminations**, Revue sociétés Contemporaine, n°53, juin 2004, 512 p.
- Collectif, **De la reconnaissance. Don, identité et estime de soi**, *Revue du Mauss*, n° 23, 1^{er} semestre 2004, 512 p.
- COSSEE Claire, LADA Emmanuelle, RIGONI Isabelle, **Faire figure d'étranger : Regards croisés sur la production de l'altérité**, Paris, Armand Colin, 2004, 319 p. (Sociétales – Mondes sociaux)
- ECKMANN Monique, SALBERG Anne-Catherine, BOLZMAN Claudio, **De la parole des victimes à l'action contre le racisme : Bilan d'une recherche action**, Genève, Institut d'études sociales, 2001, 320 p. (Champs professionnels n°27)
- GOTMAN Anne, **Villes et hospitalité : Les municipalités et leurs « étrangers »**, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2004, 492 p.
- GUILLY Christophe, NOYE Christophe, **Atlas des nouvelles fractures sociales en France**, Paris, Autrement, 2004, 63 p. (Atlas/Monde)
- KHOSROKHAVAR Farhad, **L'islam dans les prisons**, Paris, Balland, 2004, 284 p. (Voix et regards)
- MASSIEU Sophie, **La tête de l'emploi – Histoires vraies de discrimination raciale**, Issy-les-Moulineaux, VIE Et Cie, 2004, 160 p. (Indiscrétions)
- MAURIN Eric, **Le ghetto français : Enquête sur le séparatisme social**, Paris, Le Seuil, La République des Idées, 2004, 95 p.
- SABEG Yazid et Yacine, **Discrimination positive : Pourquoi la France ne peut y échapper**, Paris, Calmann-Lévy, 2004, 247 p.
- SAGOT-DUVAROUX Jean-Louis, **On ne naît pas noir on le devient**, Paris, Albin Michel, 2004, 204 p.

Directrice de publication : Murielle Maffessoli
Rédaction : Equipe de l'ORIV
Suivi et Contact : Diane Hässig